

Les mouvements de la recherche sur l'insertion sociale, 1980-2000

ANNICK KIEFFER,
LASMAS-IDL, IRESCO-CNRS,
59-61 rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17

LUCIE TANGUY,
Travail et Mobilités, CNRS-Université Paris X,
200 Avenue de la République, 92000 Nanterre

Les objets rassemblés sous le terme d'insertion ou de transition constituent l'un des domaines de recherche qui s'est le plus étendu au cours des deux dernières décennies. Rendre compte de la constitution et des transformations de ce domaine ne relève donc pas de l'évidence partagée mais exige un parti pris qui, pour ne pas apparaître arbitraire, doit être explicité. Celui retenu ici résulte des parcours et de l'expérience des deux auteurs : l'une a assisté aux premières investigations menées sur cette thématique au début des années 1980 et qui a ensuite déplacé son questionnement central, l'autre s'est inscrite dans ce milieu, au cours de la dernière décennie, en participant à des recherches collectives au sein de réseaux nationaux ou européens. Ces positions nous ont amenées à privilégier une perspective d'évaluation sociologique de ce domaine de recherche selon une démarche classique : caractériser les angles d'approches adoptés ainsi que les connaissances produites et mettre en évidence les changements intervenus dans les conditions d'organisation et de production de la recherche. Ces changements, reconnus par tous mais généralement oubliés dans les comptes rendus de recherche, nous paraissent suffisamment importants, sinon majeurs, pour être soulignés ici. La mise en place de réseaux de la recherche —réseaux nationaux, réseaux européens ou réseaux internationaux— s'est instituée au cours de cette dernière décennie corrélativement à la construction de l'Europe et aux politiques impulsées par les instances qui la dirigent. Parce que cette nouvelle forme d'organisation de la recherche contient, par les échanges qu'elle permet, des germes de chan-

gements notables dans l'orientation de la recherche (perspectives, objets, méthodes) —en sciences sociales notamment— nous avons souhaité introduire une réflexion collective sur cette dimension. Enfin, parce qu'en ce moment, cette recherche en réseaux s'effectue essentiellement à partir de grandes enquêtes nationales ou régionales, rassemblant une masse de données mesurées au moyen de méthodes d'analyses statistiques sophistiquées, nous proposons d'examiner les apports et les limites de ces approches quantitatives, hier en déclin, et qui connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt dans ce domaine.

Du questionnement social à la construction d'un objet de recherche

Ce domaine de recherche se constitue, à la fin des années 1970, lorsque le passage de l'école à l'emploi devient problématique. Cette origine va déterminer les questionnements élaborés par les chercheurs. La notion d'insertion s'est, en effet, imposée et développée autour de l'accès à l'emploi. Notion éminemment politique, trop souvent associée à celle d'intégration sociale, en usage dans un seul pays, la France, les autres préférant le terme de transition, moins performatif et plus ouvert aux dimensions sociales extra-professionnelles.

On convient généralement que la publication, en 1982, du rapport de B. Schwartz, *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes*, ouvre en France une ère de politiques publiques. Pourtant l'entrée des jeunes au travail est une préoccupation affirmée dès la première moitié des années 1960 à un moment où les dirigeants politiques sont hantés par la crainte de franchir un taux de chômage égal à deux pour cent, alors estimé être un seuil critique. La commission de la main-d'œuvre du quatrième Plan donne alors lieu à des interventions auprès de publics tels que les jeunes achevant leur service militaire ou les étudiants interrompant des études supérieures. Mais c'est effectivement avec la montée d'un chômage de masse que les politiques d'emploi se multiplient et se diversifient, notamment en direction des jeunes. Celles-ci s'accompagnent d'appels d'offres, de commandes d'études de toute sorte, qui vont faire exister un milieu de recherche particulièrement actif, soucieux de produire les données factuelles attendues des commanditaires en même temps que de proposer des analyses susceptibles de caractériser certains mouvements de transformations des sociétés contemporaines en matière d'éducation, d'emploi et de rapports intergénérationnels.

Arrimés aux politiques, les premiers travaux ont contribué à construire des catégories de population (celles-là mêmes qui étaient ciblées par ces politiques) et à les classer : celle des "jeunes en difficultés" en est une illustration.

Ils ont également contribué à affiner la production des données statistiques, généralement faites par des organismes spécialisés tels que l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail en France), le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), en élargissant le nombre de caractéristiques enregistrées sur les jeunes à la recherche d'un emploi. C'est dire qu'elles ont, de toute évidence, apporté une aide à la décision, à la planification et aux politiques publiques. La très grande majorité des chercheurs engagés dans ce domaine utilisent ou participent à la fabrication des grandes enquêtes réalisées par les observatoires de l'insertion qui se sont créés : en France, les OREF (Organismes régionaux d'emploi et de formation), ONEVA (Observatoire national des entrées dans la vie active du CEREQ), Bilans formation/emploi, enquêtes jeunes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ; en Europe, Eurobaromètre, CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle), Eurostat. Créé en 1953, ce dernier organisme a pour mission de fournir des données statistiques à la communauté et aux institutions européennes. Il ne collecte pas de données mais rassemble celles livrées par les organismes statistiques nationaux, harmonise les normes et méthodes pour les rendre comparables. Il n'exploite pas non plus ces données, tâche réservée aux institutions universitaires ou autres. C'est pourquoi la Communauté européenne lance des appels d'offre pour réaliser des expertises et des recherches à partir de ces données.

Progressivement, les questionnements se sont différenciés selon les disciplines (sociologie ou économie) et selon les courants théoriques auxquels ces chercheurs se rattachent. Les spécifications d'objets se sont également établies corrélativement à des lignes de division anciennes entre les approches quantitatives et qualitatives de la sociologie. La diversité des objets, des questionnements et des modes d'analyse développés à partir d'un questionnement social lui-même multiforme peut, nous semble-t-il, être subsumé dans quelques grandes catégories d'objets traditionnellement analysés par les sciences sociales, et singulièrement par la sociologie.

Évolutions des recherches et connaissances produites

Nous nous proposons par conséquent de dessiner un tableau des évolutions suivies par les recherches rassemblées, à des titres divers (et d'une manière plus ou moins directe), sous le nom d'insertion, de tenter d'estimer les apports des différents types d'analyses mobilisées et d'examiner les principales propositions énoncées en matière de connaissances concrètes sur les sociétés contemporaines mais aussi de modes d'analyse.

L'accès des jeunes à l'emploi

L'accès des jeunes à l'emploi, question fondatrice de ce domaine, reste la plus étudiée mais fort différemment. À l'origine, mis en relation, à un instant donné, avec d'autres caractéristiques individuelles traitées comme des variables décontextualisées —telles que l'âge, le sexe et surtout le niveau de formation— l'accès des jeunes à l'emploi est aujourd'hui inscrit dans les cadres qui déterminent tout phénomène social: le temps et l'espace. C'est ainsi qu'il est appréhendé au moyen des trajectoires individuelles qui intègrent les dimensions scolaires, familiales, professionnelles ainsi que les expériences de chômage et de stages accomplis dans les dispositifs d'insertion. Ces trajectoires sont elles-mêmes contextualisées par les caractéristiques des périodes où elles se déroulent. C'est dire que ces études ont rompu avec la pensée réductionniste qui tendait à enfermer le questionnement dans une mise en relation linéaire de l'emploi avec la formation. A posteriori, nous nous sommes rendu compte que, par le type d'analyse qu'il faisait d'un questionnement social, un ouvrage collectif que nous avons dirigé, *L'introuvable relation formation-emploi* (1986), pouvait avoir contribué à donner forme à des représentations, à des politiques qui cherchaient à établir des relations entre deux ordres de phénomènes, la formation et l'emploi, et à faire apparaître ces relations comme nécessaires, alors que son propos était à l'opposé. En bref, par maints aspects, cet ouvrage a pu conforter une propension à parler de "la relation formation-emploi" au singulier et à substantifier des phénomènes qui ne peuvent être pensés qu'en termes de processus. Cette méprise observée dans la réception de cet ouvrage, qui était contenue dans sa conception et notamment dans son titre, nous a ainsi fait éprouver la nécessité, dans laquelle se trouve le chercheur en sciences sociales, de penser les outils avec lesquels il travaille, et en premier lieu, d'examiner les mots, les notions qu'il utilise, parce que ceux-ci participent à la constitution de la réalité sociale.

Si nombre d'études menées aujourd'hui dans ce domaine font encore apparaître la formation comme la condition première d'accès à l'emploi en occultant les rapports sociaux qui président à cette relation entre titres et places, d'autres pondèrent son action en montrant que celle-ci dépend des interactions avec d'autres facteurs et des contextes. De fait, les politiques d'insertion elles-mêmes ne privilégient plus cette dimension. Plus généralement, les partisans d'une approche en termes de transition professionnelle, comme Rose en France (1998), semblent avoir eu raison d'élargir la question de l'accès des jeunes à l'emploi à celle, plus générale, des débutants. Le critère d'ancienneté sur le marché du travail apparaît, en effet, plus décisif que celui de l'âge. Être débutant est probablement plus discriminant que d'être jeune: "C'est en tout cas un trait plus significatif dans la mesure où il s'agit d'un

attribut précis, le fait de n'avoir pas encore participé à la vie active, qu'on peut relier au fonctionnement du marché du travail, ce que l'âge ne permet pas" (p63).

Plus fondamentalement encore, ce sont les perspectives d'ensemble adoptées par les chercheurs qui ont changé. Celles qui inspiraient les premières études sur l'insertion se présentent, a posteriori, comme des formes d'évaluation sociale. Les descriptions et interprétations des phénomènes étudiés restent entachées par la non-explicitation de la norme sociale qui constitue le cadre de référence du questionnement des chercheurs : une entrée au travail qui coïncide avec la sortie de l'école, qui s'accompagne du bénéfice d'un contrat de travail à durée indéterminée, etc. Au lieu d'entreprendre l'étude des changements en cours à partir de leurs diverses caractéristiques et des nouvelles configurations possibles qu'ils contenaient, on les représentait et les expliquait à partir des modèles construits relativement à une configuration antérieure sans voir que ce modèle était déjà lui-même largement fissuré. Ces présupposés sont maintenant devenus visibles avec l'approfondissement de la rupture de la norme antérieure en matière d'entrée au travail et du rapport salarial institué dans les trente années d'après-guerre (Pépin 2000 a souligné les limites des analyses normatives appliquées au passage de l'école au travail). Si bien que les indicateurs sélectionnés pour caractériser et classer les parcours d'insertion donnent lieu aujourd'hui à d'autres modes de compréhension moins tournés vers un modèle et plus soucieux de comprendre les divers sens possibles des mouvements en cours.

Le postulat attaché à la référence du modèle normatif d'une entrée immédiate dans des rapports salariaux stables a été non seulement critiqué mais renversé par l'adoption d'approches sociohistoriques (Nicole-Drancourt 2000). Ce souci de comprendre les conditions d'accès des jeunes à l'emploi sur une longue durée, et non à partir du moment où ils sont particulièrement visibles, permet du même coup de s'affranchir des perceptions sociales dans la mesure où ce sont les processus de définition collective de la question jeune qui deviennent l'objet d'analyse. Ce changement de perspective permet de revenir sur la proposition "la période de transition école/travail s'est allongée" et de constater que l'entrée des jeunes dans la vie active a toujours été progressive, que la majorité des jeunes n'appartenaient pas plus au noyau dur du salariat dans les années 1950-1960 mais qu'ils circulaient entre divers espaces d'activités. Selon cet auteur, ce qui a véritablement changé c'est la nature des espaces d'activités juvéniles, la socialisation au travail et les catégories de population qui restent en dehors du marché du travail sur des longs temps, hier les femmes, aujourd'hui les jeunes. À cette liste, on ajoutera ce qu'Antoine Prost nomme le processus anthropologique du passage de l'enfant à l'adulte qui est indirectement l'objet des recherches rassemblées dans la catégorie suivante.

La jeunesse

La jeunesse est devenue, au cours de ce dernier demi-siècle, l'une de ces catégories élémentaires de la sociologie. Au carrefour des processus de structuration sociale, la jeunesse se constitue relativement à l'école, la vie professionnelle, la famille. C'est l'âge de la vie où s'opère le double passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à la famille de procréation. Énoncée au singulier, cette définition ne prend pourtant sens qu'au pluriel : cet âge varie notamment selon l'origine sociale et selon le sexe (Dubet 1987). Mais surtout, dans cette dernière période, la concordance des calendriers entre ces différents passages qui constituent l'entrée dans la vie adulte s'est rompue. L'accès à l'emploi n'est plus perçu comme une condition de l'installation en couple. Le report de la vie en couple, de la procréation (variable selon les classes sociales), résulte également de changements dans les conceptions de l'amour, des relations entre sexes. Tous les observateurs ont souligné le rôle des mouvements féministes dans l'évolution de la vie en couple et en famille (Galland 1991). Les recherches s'inspirant de cette orientation sont, tout comme les précédentes, très hétérogènes. Toutefois, elles se réclament plus souvent de l'interactionnisme. Elles entendent, en effet, mettre en cause les catégorisations sociales faites des publics jeunes et s'appliquent à montrer cette face cachée des pratiques d'insertion juvénile, à savoir que ces jeunes sont éminemment actifs et porteurs de dynamiques sociales.

La jeunesse se caractérise donc dans la majorité des pays européens par des situations intermédiaires, tant dans le domaine professionnel que familial et la stabilisation n'est plus un événement, marqué par des rites, mais un processus plus ou moins long, diversifié, chaotique. Cette perspective de recherche affirmée dès le début des années 1980, à côté de celle focalisée sur l'entrée au travail, s'est déployée dans la majorité des sociétés européennes ainsi que dans leur comparaison (Cavali & Galland 1993). De tradition — celle des "cultural studies" notamment — la sociologie britannique est, sous cet angle, plus féconde que la sociologie française.

De cet examen, il ressort que les modes de compréhension sociologique se sont élargis pour intégrer dans leurs schémas d'analyse, sous des modes bien différents, l'action des institutions et des agents concernés par l'insertion et les interactions qu'ils tissent entre eux. C'est ainsi que les travaux à dominante socioéconomique accordent une place décisive aux politiques et aux pratiques des entreprises. Les études de style plus socio-compréhensif, elles, donnent plus d'importance à l'action des jeunes eux-mêmes, à leurs interactions avec les personnels de l'insertion qui peuvent accélérer ou fermer les processus d'accès à un emploi. Elles considèrent moins la répartition des jeunes dans l'emploi, leur place au travail que les processus de mise au travail

et de socialisation. Tous, on le voit, cherchent à comprendre comment les phénomènes observés se produisent : les premiers à comprendre comment les jeunes actifs se retrouvent dans certains segments du système d'emploi, les seconds à tenter de comprendre pourquoi ce sont les jeunes actifs et non d'autres catégories qui se trouvent dans ces situations.

Un lieu privilégié pour l'analyse comparative européenne

Ce domaine a, pour un ensemble de raisons, constitué un des lieux privilégiés pour l'analyse comparative internationale, mais surtout européenne. La politique d'intégration européenne a, en effet, développé si ce n'est impulsé ce type de recherche qui tend maintenant à s'imposer à tout chercheur qui prétend être reconnu dans son domaine. D'obédience essentiellement empirique, ces recherches se sont très vite accompagnées d'une réflexion sur les paradoxes de l'analyse comparative et sur les constructions à opérer pour rendre comparable ce qui, a priori, est incomparable. Parmi ces procédures méthodologiques, la définition d'unités comparables constitue l'obstacle majeur à lever parce que condition nécessaire à une comparaison pertinente. La perspective développée par Maurice, Sellier et Silvestre (1982), connue sous le nom d'analyse sociétale, a fait date parce qu'elle proposait une réponse à cette énigme : la recherche des interdépendances entre un ensemble de phénomènes et de faits dans une société donnée à un moment donné.

Plus récemment, considérant que le passage de l'école au travail est un moment de la mobilité intragénérationnelle dont la compréhension est indispensable à l'étude de la mobilité intergénérationnelle, des travaux, ceux publiés par Shavit et Muller (1998) par exemple, s'inspirent directement des cadres d'analyse développés par les recherches sur la mobilité sociale. Ces études ont ainsi contribué à renouer avec cette tradition sociologique qui s'était affaiblie, en France, depuis la fin des années 1960. La production, au sein de tous les pays, de grandes enquêtes répétées dans le temps a également favorisé un renouveau de ce courant de recherches centrées sur l'analyse des processus de changements qui se déroulent sur la longue durée. Les travaux réalisés autour de Goldthorpe (Erikson & Goldthorpe 1992) sont exemplaires de cette perspective. Ils font apparaître que, contrairement à la perception commune selon laquelle les sociétés contemporaines occidentales seraient caractérisées par des changements rapides, celles-ci restent marquées par des stratifications sociales qui évoluent sur des temps longs et des rythmes lents, constat que les historiens n'ont cessé de souligner. L'inscription de certains travaux sur les modalités de passage de l'école au travail au sein de cette tradition sociologique, leurs tentatives pour tenir à la fois des références théoriques établies, des techniques de mesure éprouvées et

des données contrôlées rendent ces approches d'autant plus fécondes qu'elles s'efforcent d'interpréter les formes d'insertion à la lumière des grandes tendances qui caractérisent l'évolution sociale propre à chacun des pays considérés.

Pourtant, parallèlement, de nombreux travaux comparatifs continuent d'être réalisés dans une quasi-ignorance des précédents. Ceux-ci sont encouragés, ou même réalisés, par les organismes internationaux, comme l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), ou par les services de la Commission européenne à des fins instrumentales. La nécessité dans laquelle se trouvent ces instances de disposer d'outils, de données objectivées et mesurées, pour accompagner leurs politiques, est au fondement de la pérennité de ces études souvent contestées par les chercheurs universitaires. C'est également ainsi que certaines notions comme le travail, le chômage, l'éducation ou la formation apparaissent comme des catégories universelles alors qu'au-delà de leur nom commun, elles revêtent des significations différentes. Mais ces significations ne peuvent être appréhendées que par la genèse de ces notions. Or l'histoire est quasi invariablement expurgée de ces travaux comparatifs. À titre d'exemple, on citera l'équivalence postulée entre les notions de formation en France, de training en Grande-Bretagne et de Berufsbildung en Allemagne (et les formes concrètes qu'elles revêtent) sans jamais avoir examiné comment ces notions se sont affirmées au cours de ces dernières décennies, sans non plus avoir étudié les relations que ces notions entretiennent avec celles, plus anciennes, d'éducation ou de Bildung. L'autre exemple, encore plus éloquent, est celui du mot insertion qui est intraduisible en anglais, sinon par la notion traditionnelle et universelle d'intégration mais au prix d'une dénaturation de sens. C'est que la signification et les valeurs qui sont attachées à l'intégration diffèrent, comme le souligne Barbier (2000) à partir d'une comparaison des termes en usage en France et en Allemagne : "La communauté germanophone de Belgique utilise le mot *d'Engliederung*, pour un équivalent de l'insertion dans le contexte belge qui est assez proche du contexte français. Mais dans le contexte allemand il en va autrement... La différence la plus importante tient au fait que, dans la signification de *Engliederung*, il y a intégration sociale réussie, en quelque sorte, standard. Si l'articulation *Engliederung /Integration* ressemble à l'articulation insertion/integration le point le plus différent porte sur la représentation des politiques et des dispositifs : on ne considérera pas en Allemagne les *Arbeitschaffungsmaßnahmen* (ABM, activités de création d'emploi associatif ou public temporaire) comme des politiques d'insertion dans la mesure où elles appartiennent au 'second marché du travail' et qu'elles ne conduisent pas à l'entrée dans une véritable insertion professionnelle qui ne se conçoit que sur le 'premier marché'. Au contraire, en France, où la distinction premier marché-second marché n'a pas cours, la signification de l'insertion n'est

pas strictement déterminée par une interrogation sur son efficacité en matière de retour à l'emploi standard”.

Il apparaît ainsi que les analyses comparatives internationales s'inscrivent le plus souvent sous le mode implicite, dans des perspectives fondamentalement universalistes ou, au contraire, profondément relativistes. Elles portent sur des constructions historiques qui apparaissent comme des institutions universelles par les notions qui les nomment. L'adoption d'une langue unique, la langue anglaise ou, selon Barbier, “ce pidgin qui n'est ni l'anglais britannique, ni l'American English, mais qui ‘fait l'affaire’ (instrumentalement parlant) en supposant que toute langue possède des équivalents lexicaux aux mots de l'anglais international, sans considérer la question des significés ou, a fortiori, celle des référents”. Barbier rappelle le point de vue de Steiner (1978, p431-438) sur cette question de la diffusion de la langue anglaise : “La croûte superficielle de l'anglais est acquise par des gens totalement étrangers à la trame historique, aux facettes multiples de la morale intériorisée et de la culture enfouie dans la langue... À mesure qu'il gagne toute la surface de la terre, l'anglais international est comme un lait de chaux, merveilleusement fluide mais dépourvu de base”. C'est la prévalence de cette posture instrumentale qui est aujourd'hui questionnée par un certain nombre de chercheurs soucieux de préserver la recherche d'une dissolution dans l'expertise. Cette posture sous-tend pourtant le fonctionnement de la majorité des réseaux de recherche qui va maintenant être décrit.

La recherche mise en réseau au sein de l'Europe : coûts et avancées

Les recherches sur la transition entre l'école et le travail relèvent d'initiatives émanant de chercheurs ou de politiques si étroitement mêlées qu'il est difficile de les classer selon ce critère. Pourtant, il importe de repérer les groupements de recherche intervenus dans ce domaine, les formes institutionnelles qu'ils ont prises, les pays qu'ils ont associés, tout comme les courants qu'ils représentent.

On peut distinguer des groupements de dimension restreinte qui associent des chercheurs de quelques pays sur un thème défini en commun et qui sont financièrement soutenus par des programmes communautaires. Le programme de recherche sur les relations entre diplômés, compétences et marché du travail, soutenu par le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP), en est un exemple.

Le réseau “Transition In Youth” a été créé à l'initiative de chercheurs spécialisés sur ces questions (David Raffe, Université d'Edimbourg, Damian Hannan, Université de Dublin, Richard Breen, Université de Belfast, Jordi

Planas, Université de Barcelone, Hans Rutjes, DESAN Amsterdam, François Pottier puis Patrick Werquin, CEREQ, A. Degenne, LASMAS-IDL-CNRS) en vue de mener une réflexion collective sur les conditions théoriques et empiriques à remplir pour étudier les phénomènes de transition à partir d'enquêtes harmonisées au niveau européen et, tout particulièrement, à partir de celles de "Labour force survey" (enquêtes européennes sur l'emploi). Ce réseau rassemble sensiblement les mêmes personnes que celui appelé CATEWE, "Comparative analysis of transitions from education to work" (W. Müller, M. Gang, Université de Manheim, M. Mansuy et T. Couppié, CEREQ, France, David Raffe, Université d'Edimbourg, Damian Hannan, Université de Dublin, Hans Rutjes, DESAN, Amsterdam). Celles-ci se retrouvent, à des titres divers, dans les commissions chargées d'élaborer les programmes européens (LEONARDO par exemple), de modifier les enquêtes emploi d'Eurostat, ou encore comme experts à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). En bref, ces chercheurs créent de nouveaux modes d'organisation de la recherche, interviennent auprès des politiques pour faire reconnaître la nécessité de leurs investigations, le bien-fondé des outils qu'ils construisent et pour se faire reconnaître comme des experts auprès des directions d'organismes internationaux (comme Eurostat ou l'OCDE, par exemple).

Le réseau CATEWE, lui, explore les perspectives ouvertes par Shavit & Müller dans *From School to work* (1998) en les appliquant à un petit nombre de pays d'Europe du Nord (l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande, les Pays-bas). Financé par le programme communautaire Targeted Socio-Economic Research (TSER), ce réseau utilise des données harmonisées, celles des "Labour force surveys" récemment mises à la disposition des chercheurs par EUROSTAT. Celles-ci sont établies à partir de textes réglementaires qui prescrivent les questions et les définitions présidant à la réalisation des enquêtes sur l'emploi au sein de tous les pays de la communauté européenne. À la différence d'autres, les chercheurs impliqués dans ces réseaux se proposent, non seulement d'identifier les formes nationales d'insertion mais aussi d'élaborer des nomenclatures, des outils, des notions qui sont au fondement des enquêtes sur l'insertion. Ce faisant, ces chercheurs entendent asseoir les politiques européennes sur des bases raisonnées.

Ces collaborations européennes ont permis d'ouvrir la confrontation entre des traditions scientifiques, jusqu'ici trop souvent limitées au cadre national, et de les éprouver dans une perspective comparatiste portant sur des contextes nationaux singuliers. Mais les exigences méthodologiques de ce type de recherche induisent parfois une standardisation des données comme du raisonnement qui conduit à une perte de sens. Loin de s'ajuster à la diversité des lieux et modes de réalisation de la recherche dans les différents pays européens, ces réseaux se constituent et fonctionnent selon les grandes lignes

qui séparent les pays d'Europe du Nord de ceux du Sud ou de l'Est. Les premiers occupent, de toute évidence, une position dominante tandis que les derniers restent à l'écart. La participation des chercheurs d'Europe du Sud se cantonne le plus souvent à celle d'Espagnols ou d'Italiens et plus rarement à celle de Portugais. Un chercheur espagnol, Jordi Planas, pourtant membre du groupe fondateur du réseau "Transition in youth", s'en est retiré après s'être élevé contre une conception à ses yeux trop adéquationniste des rapports entre titres scolaires et postes de travail (caractéristique de l'Allemagne) qui néglige l'importance d'autres facteurs d'accès au travail, comme celui des réseaux familiaux et amicaux si actifs dans les pays du Sud de l'Europe. On aboutit ainsi à cette situation paradoxale où les phénomènes d'insertion des jeunes dans les pays méditerranéens sont étudiés par les chercheurs d'Europe du Nord. Ces derniers reconnaissent le caractère artificiel de leurs travaux trop ancrés dans les théories construites à partir de l'organisation des marchés du travail prévalant en Allemagne, en France ou en Grande-Bretagne. Ainsi les rapports inégalitaires existant entre les différents pays européens s'observent-ils dans le champ de la recherche où les courants de pensée d'origine anglo-saxonne s'imposent comme référence légitime si ce n'est partagée et ceci avec d'autant plus d'efficacité qu'ils sous-tendent les politiques. Les pays les plus puissants sur le plan économique se trouvent également être les plus influents dans le domaine scientifique et, singulièrement, dans celui dont il est question ici, par la capacité qu'ont leurs représentants à faire valoir et adopter des nomenclatures et des outils harmonisés dont l'apparente neutralité technique occulte des choix sociologiques.

Renouvellement des outils et sophistication des méthodes

Le développement de liens plus étroits entre les statisticiens et les chercheurs a permis d'améliorer et de diversifier les sources statistiques. Par ailleurs, l'accès élargi des chercheurs aux données d'enquête, la mise à disposition de moyens de calcul informatiques puissants et rapides, ainsi que de logiciels réduisant les coûts d'apprentissage ont généré un regain d'intérêt pour l'investigation statistique et les approches quantitatives.

L'apport des analyses longitudinales

Nous ne disposions, jusqu'à ces dernières années, que d'enquêtes ponctuelles, régulières ou épisodiques, qui fournissaient des photographies instantanées des faits sociaux soumis à l'observation. L'intérêt manifesté pour les approches biographiques, à partir des années 1970, a conduit le CEREQ et

l'INSEE à mener des enquêtes rétrospectives permettant de suivre des individus de la fin de leurs études à l'entrée au travail sur des temps plus ou moins longs. De nouveaux modes d'investigation se sont ainsi développés qui permettent d'appréhender les phénomènes d'insertion en termes de dynamiques individuelles et collectives. Ils sont analysés comme une suite d'états dépendants du temps. Celui-ci est introduit de plusieurs manières : comme date ou moment, il permet de saisir un état (activité, type d'emploi, etc.) ou un événement (mariage, naissance d'un enfant, déménagement), de l'ordonner et de le situer dans une suite (ou chaîne) d'états ; la date permet aussi d'introduire des éléments concernant le contexte historique, économique, national etc. et de mesurer les effets de période. Le temps est également utilisé comme une durée (une séquence) qu'on peut sommer. Enfin, la comparaison des événements et des âges auxquels ils se produisent permet de distinguer les effets d'âge et les effets de génération.

L'introduction du temps a, nous l'avons dit, donné lieu à un foisonnement de notions encore non fixées pour traduire l'idée d'enchaînement de faits : trajectoires, parcours, itinéraires, cheminements. Il reste que le raisonnement sociologique s'ancre désormais dans la nécessité de rendre compte du mouvement de la réalité sociale.

La sophistication des techniques statistiques

La sophistication des techniques statistiques est un autre trait marquant de ce domaine. Les méthodes de régression sont préférées aux analyses factorielles qui prévalaient jusqu'à ces dernières années. Cette substitution d'une méthode à une autre n'est pas neutre puisqu'elles se différencient nettement quant à leurs fondements, leurs présupposés et leurs objectifs. Alors que l'analyse factorielle met en relation des variables, "repère des associations" (Nétumières 1997, p278), décrit, aide à construire des typologies, des classifications sans postuler d'hypothèses préalables (hormis la neutralisation de toutes les variables non considérées), les analyses de régression, elles, présupposent des hypothèses (l'additivité des effets notamment), cherchent à expliquer une variable par d'autres et à mesurer leurs relations. Ces dernières ont longtemps donné lieu à des interprétations déterministes bien qu'elles ne contiennent pas explicitement l'idée de causalité mais celle de probabilité. De fait, les derniers modèles de régression répondent aux critiques qui leur ont été faites, notamment sur le postulat de l'indépendance entre les variables, en intégrant les effets d'interaction, le temps et des éléments de contexte (les modèles Unidiff développés en France par Vallet 1999 en sont un exemple). Par ailleurs, les modèles proposés par Goldthorpe & Erickson (1992) considèrent les nations comme des unités d'analyse aussi pertinentes que les individus et intègrent eux aussi les effets d'interaction et des effets

locaux (spécifiques à certains groupes par exemple). C'est dire que les modèles d'analyse statistique ont beaucoup progressé dans l'analyse du social où la variabilité et la complexité dominent. Au-delà de leur formalisme, qui rend leur compréhension difficile pour la majorité des sociologues d'aujourd'hui, la vertu principale de ces modèles consiste à valider les lectures empiriques et souvent approximatives des relations mises en évidence par les tris croisés. En conséquence, cette sophistication des techniques produit moins des connaissances nouvelles que de vérifications de celles avancées par les recherches de terrain.

L'épineux problème des nomenclatures

L'analyse comparée des phénomènes de transition entre un grand nombre de pays requiert l'élaboration de classes d'équivalences entre pays, soit des nomenclatures transnationales. Aujourd'hui, les catégories économiques et sociales, tout comme le niveau d'éducation, sont repérés par des nomenclatures nationales et par des nomenclatures harmonisées. Celles-ci sont généralement établies par des organismes statistiques internationaux —il en est ainsi des nomenclatures ISCO (International Standard Classification of Occupation) et ISCED (International Standard Classification of Education)— mais également par des chercheurs. C'est ainsi que les classifications socioprofessionnelles conçues par Erikson, Goldthorpe et Portocarero (1979 p415-441) sont communément adoptées dans les recherches comparatives. Il en est de même pour la classification des diplômes appelée Casmin (Comparative Analysis of Social Mobility in Industrial Nations, Brauns & Steinmann1999). Chacun voit bien que les nomenclatures harmonisées répondent à cette nécessité de raisonner dans un cadre unique qui autorise les mesures, mais les coûts d'une telle opération, obligatoirement réductrice, sont rarement discutés. Tant et si bien que les avancées méthodologiques s'accompagnent invariablement d'une standardisation et de son corollaire : une certaine perte du sens des phénomènes étudiés, de leurs variations et leurs irréductibilités historiques.

Pour conclure

L'étude des objets d'analyse ainsi esquissée laisse voir un certain délitement du domaine nommé insertion, une défiance à l'égard de la notion qui le désignait (Degenne & Lecoutre 1999). Ce mouvement n'est pas propre à ce domaine, il est plutôt caractéristique d'une recherche en acte. De fait, Forquin (1997) observait ce même phénomène à propos d'un courant éminemment créatif en Grande-Bretagne, celui de la sociologie des curricula. Le foisonnement des recherches dans ce domaine a donné lieu à beaucoup de

redondances en matière de questionnements et de constats. Mais il a également permis de produire des connaissances factuelles éprouvées qui ont été diffusées au sein des milieux professionnels et politiques spécialisés dans l'administration des problèmes d'emploi. Plus précisément, ces connaissances ont été intégrées dans les grilles d'enquêtes utilisées par les grands observatoires nationaux de l'entrée dans la vie active (CEREQ) et dans celles réalisées par l'INSEE sur l'emploi des jeunes. C'est dire qu'elles ont, indirectement, contribué à fournir des outils cognitifs pour élaborer ou corriger des politiques. Si on ne peut annoncer des découvertes scientifiques, au sens propre du terme, on peut sans conteste relever des avancées qui intéressent les sciences sociales dans leur diversité. En cela, les recherches sur l'insertion ou la transition obéissent à un mouvement plus général qu'Edmond Malinvaud analysait à propos de l'économie et qui s'applique sans réserve à la sociologie. Selon lui, le culte de la découverte qui habite les chercheurs tient "à des prétentions injustifiées, exagérées ou prématurées, selon lesquelles on aurait découvert quelque chose de nouveau (et) seraient induites par nos normes de comportements scientifiques. Nous empruntons celles-ci aux sciences naturelles, comme si notre discipline pouvait les imiter à tous égards. Nous encourageons nos étudiants à surestimer dans leurs présentations la portée des résultats nouveaux de leurs recherches; nous tolérons que nos collègues en fassent autant... (Pourtant) la plus grande part de la connaissance des sciences sociales vient de l'accumulation progressive et de l'étude d'éléments factuels sans extension identifiable et rapide à des phénomènes antérieurement insoupçonnés." (1996, p939). Parmi les avancées qui peuvent être relevées dans ce domaine de recherche, nous soulignerons l'approfondissement des réflexions sur la portée et la limite des instruments de mesure, sur la construction des nomenclatures; le retour aux analyses dynamiques qui intègrent les temps longs et les temps courts; le développement de techniques statistiques sophistiquées et la construction de réseaux de recherche particulièrement actifs dans les espaces nationaux et européens.

Bibliographie

- BARBIER J.-C. 2000 *À propos des difficultés de traduction des catégories d'analyse des marchés du travail et des politiques de l'emploi en contexte comparatif européen*, Cahiers du LASMAS, Paris
- BRAUNS H. & STEINMANN S. 1999 "Educational reform in France, West-Germany and the United Kingdom. Updating Casmin educational classification", *Zuma-Nachrichten*, 44, jg.23, p7-44
- CAVALLI A. & GALLAND O. 1993 *L'allongement de la jeunesse*, Poitiers, Actes Sud

- DEGENNE A., LECOUTRE M. & al. 1999 "Insertion, transition professionnelle et identification des processus", *Documents séminaires*, n142, Marseille, CEREQ
- DUBET F. 1987 *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard
- ERIKSON R. & GOLDTHORPE J. H. 1992 *The constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Clarendon Press, Oxford
- ERIKSON R., GOLDTHORPE J. H. & PORTOCARERO A. 1979 "Intergenerational class mobility in three european societies", *British Journal of Sociology*, 30, p415-441
- FORQUIN J.-C. 1997 *Les sociologues de l'éducation américains et britanniques, présentation et choix de textes*, Bruxelles, De Boeck-Université
- GALLAND O. 1991 *Sociologie de la jeunesse, l'entrée dans la vie*, Paris, A. Colin
- GANGL M. 1999 European Perspectives on Labour Market entry: a Matter of Occupationalised versus Flexible Arrangements in labour Markets?, in *Transitions and Mobility in the Youth Labour Market*, Proceedings of the 1999 European Workshop, European Research on Transitions in Youth, Oslo, 2-5 septembre 1999, p417-452
- HANNAN D.F., RAFFE D., SMYTH E. 1997 Cross-National Research on School to Work transitions: An Analytical Framework, in Werquin P., Breen R., Planas J. (eds) *Youth Transitions in Europe : Theories and Evidence*. Marseille, Cereq-Documents, n120, p409-442
- MALINVAUD E. 1996 "Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes", *Revue d'économie politique*, n106, pp929-942
- MAURICE M., SELLIER F., SILVESTRE J.-J. 1982 *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne, essai d'analyse sociétale*, Paris, PUF
- NETUMIERES F. (des) 1997 "Méthodes de régression et analyse factorielle", *Histoire et mesure*, XII-3/4, p271-298
- NICOLE-DRANCOURT C. 2000 *Les jeunes et l'emploi, histoire d'un rendez-vous manqué*, Paris, PUF
- NICOLE-DRANCOURT C. & ROULLEAU-BERGER L. 1995 *L'insertion des jeunes en France*, Paris, PUF
- PÉPIN Y. 2000 Faut-il repenser l'insertion sociale et professionnelle?, in Fournier G. & Bourassa B. *Les 18 à 30 ans et le marché du travail. Quand la marge devient la norme*, Sainte-Foy, Québec Les Presses de l'Université Laval
- ROSE J. 1998 *Les jeunes face à l'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer
- SHAVIT J., MÜLLER W. (dir.) 1998 *From School to Work. A comparative Study of educational Qualifications and Occupational Destinations*, Oxford, Clarendon Press, p1-48
- STEINER G. 1978 *Après Babel*, Paris, Albin Michel
- SCHWARTZ B. 1981 *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Rapport au premier ministre*, Paris, La Documentation Française
- TANGUY L. (dir.) 1986 *L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, Paris, La Documentation Française
- VALLET L.A. 1999 "Quarante années de mobilité sociale en France. L'évolution de la fluidité sociale à la lumière de modèles récents", *Revue Française de Sociologie*, XL-1